

Trois bonnes raisons de dire non merci à "l'Unité Nationale" !

1. N'oublions pas les manifestations interdites, le meurtre de Rémi Fraise... !

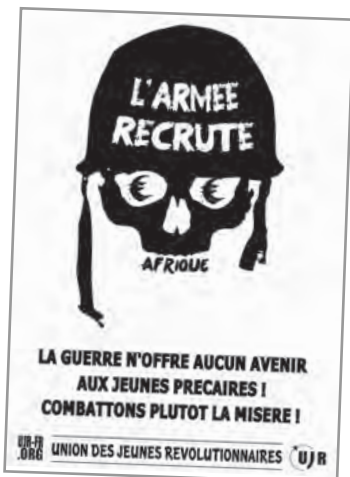
Après l'attentat contre les journalistes de *Charlie Hebdo*, un matraquage idéologique s'est mis en place pour insister sur la "République indivisible", la laïcité, la citoyenneté... Lorsque le gouvernement a voulu faire défiler, dans une même marche, des dictateurs, des représentants patronaux du MEDEF, certains syndicalistes, des travailleurs, des jeunes..., l'UJR a expliqué sa position concernant cette entreprise "d'unité nationale" : "Nous ne pouvons pas participer à une marche, avec la droite et l'extrême droite, avec les tenants du 'choc des civilisations', de la préférence nationale et de la xénophobie. Pas plus que nous ne pouvons marcher aux côtés de Mme Merkel qui tente de faire courber l'échine au peuple grec soumis à la misère depuis des années. Nous ne pouvons participer à une marche aux côtés des défenseurs de l'austérité européenne...". Il s'agissait soi-disant de défendre les libertés et la démocratie. On nous a alors fait voir et revoir des images de personnes qui applaudissaient les policiers et parfois même se jetaient à leur cou en pleine rue. Nombre d'entre nous avaient pourtant encore en tête "les manifestations récemment interdites par le gouvernement qui prétend désormais défendre la liberté d'expression" : les manifestations parisiennes interdites lorsque nous voulions manifester notre solidarité avec la lutte du peuple palestinien, lors du massacre de Gaza ; mais aussi les manifestations interdites de Toulouse après la mort de Rémi Fraise. Comment oublier, justement, cet assassinat d'un jeune botaniste tué à Sivens parce que "comme beaucoup d'autres jeunes mobilisés avec lui, il dénonçait le coût financier et environnemental élevé de ce projet au service d'un modèle d'agriculture intensive qui ne répond pas aux besoins des paysans et de la population et qui ne sert que les intérêts des monopoles de l'agroalimentaire et de la grande distribution". Alors qu'une grande colère contre les forces de répression s'exprimait chez de nombreux jeunes, nous étions convaincus qu'il ne suffisait pas de crier sa colère contre "les flics", mais qu'il fallait aussi dénoncer le gouvernement, le ministre de l'Intérieur et tous les rouages de l'État : ceux qui avaient donné les

ordres et équipé la police de grenades offensives pour réprimer les constations sociales et populaires.

2. Disons non à une accélération des dérives sécuritaires et antidémocratiques !

Elles s'intensifient aujourd'hui au nom de la guerre extérieure et intérieure à mener contre le terrorisme - et "l'esprit du 11 janvier" devrait nous départir de toute critique à leur égard ! -, mais elles sont bien antérieures. L'UJR en avait déjà dénoncé le danger dans un document du printemps dernier "Offensives de la réaction et Résistances populaires" disponible sur le site HYPERLINK "<http://www.ujr-fr.org/>" www.ujr-fr.org/ dans lequel nous écrivions :

"Globalement, sous la droite, l'arsenal sécuritaire a été largement renforcé et le gouvernement PS n'a rien remis en cause, quand il n'a pas poursuivi dans le même sens. La LDH estime qu'entre 2006 et 2012 la police est passée de 36 systèmes de fichages à plus de 80,



avec plus de 42 lois sécuritaires en 10 ans." Quelques exemples précis sont donnés : "Le STIC est un système référençant tous les délits rapportés à la police concernant auteurs, victimes et témoins. Il peut contenir les origines 'raciales' et 'ethniques', les opinions religieuses, politiques et philosophiques, l'appartenance syndicale,.... C'est notamment ce fichier qui a été consulté illégalement par IKEA via une entreprise privée pour s'informer sur ses salariés, dont des syndicalistes." "LOPSSI 2 a mis en place la possibilité de couper l'accès internet à des personnes et de bloquer des sites sans décision de justice." "La 'Loi de Programmation Militaire' (LPM) de décembre 2013 [...] banalise l'utilisation de l'espionnage informatique et

téléphonique pour des motifs extrêmement flous qui ne se limitent plus du tout au 'terrorisme'. En plus du ministère de la Défense, la LPM étend aux ministères de l'Intérieur, du Budget et de l'Économie la possibilité d'espionner les citoyens. Les données concernées sont aussi bien les contenus de mails, d'appels, de sms, que la géolocalisation [...]. Et tout cela sans qu'il soit nécessaire de passer par la Justice !"

3. N'oublions pas que l'armée d'une puissance impérialiste, c'est pour mener des guerres... impérialistes !

Le mardi succédant la marche du 11 janvier, après une ouverture de séance à l'assemblée sous la Marseillaise en grande pompe, la reconduction des frappes en Irak était votée sans opposition (uniquement avec quelques abstentions)... Sur ce, la droite a lancé le débat pour un rétablissement du service militaire obligatoire, alors que Hollande annonçait le gel des suppressions de postes à l'armée, la sanctuarisation de son budget (le seul qui est maintenu) et l'embauche de plus de réservistes. Ironie du calendrier, deux semaines après les attentats, le ministère de la Marine lançait une grande campagne de recrutement...

La conscription obligatoire a été suspendue par Jacques Chirac en 1996 dans le cadre de la professionnalisation de l'armée et aucun expert militaire n'en envisage sérieusement le retour : le coût en serait trop élevé, les casernes ont été fermées, le personnel d'encadrement est occupé à d'autres missions et les appelés ne peuvent être envoyés dans les brousses maliennes ou centrafricaines ! Les motivations de ceux qui réclament un nouveau service national obligatoire ne sont pas militaires, mais politiques et idéologiques, comme en atteste cette déclaration d'Eric Ciotti, député UMP des Alpes-Maritimes qui veut "restaurer l'autorité républicaine" et "replacer des balises sur les chemins des jeunes" : "Une partie de notre jeunesse manque de repères. Il faut qu'il y ait des moments, des lieux où les jeunes se réapproprient les valeurs de la République et le service national peut être ce moment." Mais de quels repères et de quelles valeurs s'agit-il ? L'armée de n'importe quel pays, ainsi que la police, sont des instruments au service

de l'Etat. L'Etat français mène des guerres impérialistes en Afrique et au Moyen-Orient pour assurer les intérêts des monopoles français qui pillent les ressources des autres peuples. Le rôle de l'armée française s'inscrit dans ce contexte-là. Et c'est précisément ce que nous combattons à l'UJR quand nous écrivons avec nos camarades de



l'ODJ du Burkina : "Nous dénonçons les interventions militaires de l'impérialisme français dans les pays d'Afrique. Nous considérons que ces interventions renforcent l'odieux système néocolonial. Ce sont ces guerres, ces interventions militaires, ainsi que la pauvreté et la misère, conséquences du pillage et des politiques imposées par les institutions financières internationales, qui obligent des dizaines de milliers de jeunes à migrer vers l'Europe 'forteresse', souvent au péril de leurs vies". Lorsque l'UJR dénonce le rôle de l'armée et de la police en France, nous nous référons à ce que représente concrètement l'armée française aujourd'hui et non au rôle progressiste qu'a pu avoir la conscription lorsqu'elle a été instaurée en 1793 pour défendre la 1^{ère} République de la contre-révolution monarchique. Si nous avons à maintes reprises dénoncé les campagnes de recrutement de l'armée, ce n'est pas une critique contre les jeunes qui s'y engagent mais une critique contre le système qui fait miroiter don de soi, engagement généreux à des jeunes des milieux populaires et qui les envoie se faire trouer la peau dans des guerres impérialistes : "Tout ça pour augmenter les profits des monopoles français comme Areva, Total, Dassault, ... qui pillent les ressources de l'Afrique", comme nous le soulignons dans le document "Offensives de la réaction et Résistances populaires !" ★